Retracer l'histoire d'un commerce, d'une société ou d'un artisan grâce aux archives des tribunaux de commerce

Sommaire

Faire une recherche dans le registre du commerce et des sociétés..... 2

De 1920 à 1954..... 2

Après 1954..... 15

_Toc519850638

Faire une recherche dans le registre des métiers..... 17

De 1920 à 1936..... 17

De 1936 à 1962..... 17

_Toc519850642

Autres documents produits par les tribunaux pouvant contribuer à retracer l'histoire d'une société ou d'un commerce..... 23

Les dossiers de faillites et de liquidations judicaires..... 23

Les registres de dépôts de marque de fabrique..... 23

Les contrats de mariage des commerçants..... 24

Les archives des justices de paix..... 24

Les archives des tribunaux de commerce sont les principales sources d'informations sur l'histoire des commerces et de sociétés disponibles aux Archives départementales des Ardennes.

Institués par le décret impérial du 6 octobre 1809, les tribunaux de commerce de Charleville et de Sedan ont pour ressort leur arrondissement. Les archives des tribunaux de commerce conservées aux Archives départementales des Ardennes débutent pour Charleville en 1812 et pour Sedan en 1849.

Pour les autres arrondissements du département (Rethel, Rocroi, Vouziers), il faut consulter les archives des **tribunaux de première instance de ces arrondissements**, qui, dépourvus de tribunaux de commerce, étaient amenés à « juger commercialement ».

Nous verrons tout d'abord dans cette fiche comment faire une recherche dans le registre du commerce et des sociétés puis dans le registre des métiers. Nous verrons enfin les autres types de documents contenus dans les fonds des tribunaux permettant de retracer l'histoire d'une société, d'un commerçant ou d'un artisan.

Faire une recherche dans le registre du commerce et des sociétés

De 1920 à 1954

Le registre du commerce et des sociétés a été créé en France par la loi du 18 mars 1919 et l'arrêté du 22 mars 1920. C'est un instrument de publicité et un moyen de constater officiellement l'existence des commerçants.
À partir de 1920, les créations de commerces et de sociétés y sont inscrites ainsi que les artisans jusqu'en 1936, date de la création du registre des métiers. La recherche d'un artisan se fera donc après 1936 dans le registre des métiers comme nous le verrons plus loin.
En 1920, toutes les sociétés doivent donc se faire inscrire même celles existant depuis plusieurs décennies. Le registre du commerce permet donc d'obtenir des informations bien antérieures à 1920 à condition que la société soit encore active à cette date.

Le registre du commerce et des sociétés centralise toutes les informations légales :

- état civil des commerçants : nom, prénom, domicile, date et lieu de naissance, nationalité, régime matrimonial.
- activité exercée : profession, début d'activité, localisation, succursales, gérant.
- modifications : liquidation, faillite, cessation d'exploitation.

Il y figure également les modifications apportées au fonctionnement des sociétés (augmentation ou réduction de capital, changement d'administrateur, ...).

Ce qu'il est convenu d'appeler le registre du commerce et des sociétés se compose en réalité de plusieurs typologies documentaires :

- un **fichier alphabétique** des commerçants et des sociétés (et des artisans jusqu'en 1936).

- des **registres analytiques** dans lesquels les commerçants et sociétés apparaissent dans l'ordre d'enregistrement des déclarations.

- des **registres chronologiques** contenant les déclarations d'immatriculation ou d'inscription.

Première étape : rechercher la fiche de la société

Pour illustrer cette fiche de recherche, nous allons partir à la recherche d'informations sur la société « Morge Frères » dont nous savons seulement qu'elle se situait à Warcq.

La commune Warcq faisant partie de l'arrondissement de Charleville, elle dépend du tribunal de commerce de Charleville. Nous allons donc effectuer notre recherche en consultant l'inventaire des archives de ce tribunal de commerce.

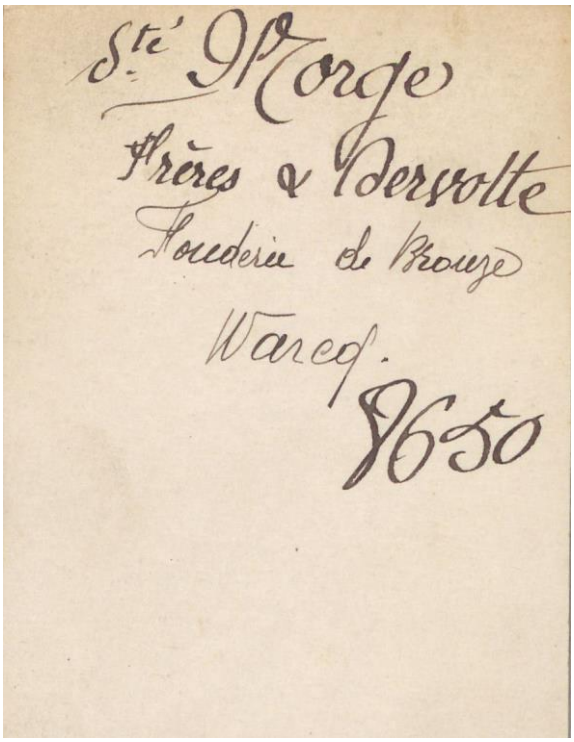
Dans cet inventaire nous allons trouver un chapitre intitulé « Registre du commerce. - Inscription : fichier alphabétique » nous indiquant les cotes ou références des boîtes contenant les fiches d'inscription des sociétés au registre du commerce classées par ordre alphabétique.

Registre du commerce. - Inscription : fichier alphabétique.

6U 1/172.	LEC- LOQ
6U 1/173.	LOR - MA
6U 1/174.	ME - NI ← Boîte contenant la fiche de la société « Morge Frères »
6U 1/175.	NO - PIC
6U 1/176.	PIE - REM
6U 1/177.	REN - SC
6U 1/178.	SE - TR
6U 1/179.	TS - Z

Extrait de l'inventaire des archives du tribunal de commerce de Charleville

Le nom de la société **«** Morge Frères » commençant par les lettres MO, la fiche de cette société va donc se trouver dans la boîte portant la cote 6U1/174.


Ste Morge
Frères & Dervolte
Fonderie de Bronze
Wareq.
8650

Fiche de la société « Morge Frères » (6U1/174)

Cette fiche indique que la société « Morge Frères » a été inscrite sous le numéro 8650. Ce numéro va nous servir à retrouver l'inscription de la société « Morge Frères » dans un registre appelé « registre analytique du commerce ». Il faut pour cela consulter l'inventaire des archives du tribunal de commerce de Charleville au chapitre intitulé « Registres analytiques du commerce ».

Deuxième étape : consulter le registre analytique du commerce

6U 1/20*-26*	Registres analytiques du commerce. 6U 1/20*. n°1-4040. 5 août 1920 - 29 juin 1921 6U 1/21*. n°4041 - 5566. 29 juin 1921 - 23 juillet 1923 6U 1/22*. n°5567 - 9777. 23 juillet 1923 - 31 décembre 1930 6U 1/23*. n°9778 - 13841. 3 janvier 1931 - 7 juin 1944 6U 1/24*. n°13842 - 15494. 7 août 1944 - 6 mai 1947 6U 1/25*. n°15495 - 17180. 6 mai 1947 - 9 octobre 1952 6U 1/26*. n°17181 - 17542. 9 octobre 1952 - 27 février 1954	1920- 1954

Extrait de l'inventaire des archives du tribunal de commerce de Charleville

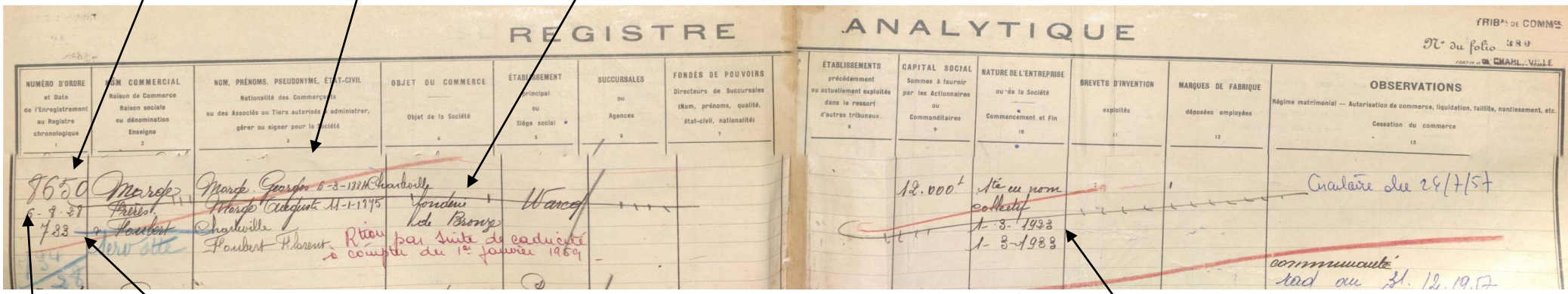
Notre fiche portant le numéro 8650, pour consulter le registre analytique du commerce contenant les informations relatives à la société « Morge Frères », il faut consulter le document portant la cote 6U1/22 qui contient les inscriptions allant de 5567 à 9777.

Dans le registre analytique du commerce portant la cote 6U1/22, nous trouvons le document suivant :

Numéro d'inscription au registre analytique

Identité du commerçant et de ses associés

Nature de la société



Extrait du registre analytique du commerce relatif à la société Morge (6U1/22)

Date de l'inscription

Numéro d'inscription au registre chronologique

Date de création de la société

Le registre analytique du commerce nous permet d'apprendre que la société « Morge Frères » a été inscrite le 6 août 1928 au registre analytique du commerce sous le numéro 8650 et dans le registre chronologique du commerce sous le numéro 733. Nous verrons plus loin que ce numéro 733 nous permet d'accéder à un autre document.

Nous apprenons également les noms et les dates de naissance des deux frères Morge. Ce document nous indique également qu'ils avaient pour associé Florent Foubert qui est par la suite remplacé par un dénommé Servotte. Ce changement d'associé est enregistré sous le numéro 734 au registre chronologique du commerce (inscription en bleu).

Nos apprenons aussi que la société « Morge Frères » était une fonderie de bronze et qu'elle a été créée le 1er mars 1923 pour une durée théorique de 10 ans.
Ce document ne précise pas la date de cessation d'activité de cette société mais l'indication de la radiation de la société « par suite de caducité » nous permet de savoir qu'elle n'a pas subsisté au delà du 1er janvier 1959.

Troisième étape : consulter le registre chronologique du commerce

Comme nous l'avons vu, la première colonne nous indique le numéro sous lequel la société a été inscrite au registre chronologique du commerce. Dans notre cas, ce numéro est le 733 de 1928 auquel se rajoute le numéro 734 de 1928 suite au changement d'associé (Foubert est remplacé par Servotte).

Pour retrouver la référence de l'inscription au registre chronologique du commerce, il faut consulter l'inventaire des archives du tribunal de commerce de Charleville au chapitre intitulé « Registre du commerce. - Immatriculation et modification : registres de déclarations individuelles ».

Registre du commerce. - Immatriculation et modification : registres de déclarations individuelles.

6U 1/66* . n° 8255 - 8358 au registre analytique et n° 1072 - 1256 au registre chronologique.1er décembre 1927 - 31 décembre 1927

6U 1/67*. n° 8359 - 8443 au registre analytique et n° 1 - 188 au registre chronologique. 2 janvier 1928 - 29 février 1928

6U 1/68*. n° 8444 - 8560 au registre analytique et n° 189 - 423 au registre chronologique. 2 mars 1928 - 30 mai 1928

6U 1/69*. n° 8561 - 8640 au registre analytique et n° 424 - 698 au registre chronologique. 1er juin 1928 - 31 juillet 1928

6U 1/70*. n° 8641 - 8712 au registre analytique et n° 699 - 933 au registre chronologique.1er août 1928 - 17 septembre 1928

Extrait de l'inventaire des archives du tribunal de commerce de Charleville

La société « Morge Frères » étant inscrite sous les numéros 733 et 734 de 1928, nous devons consulter le registre conservé sous la cote 6U1/70.

Dans ce registre, nous trouvons les documents suivants :

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

MODÈLE B
(Arrêté du 22 mars 1920)

REGISTRE DU COMMERCE — Loi du 18 mars 1919

UNAL DE COMMERCE
DE
CHARLEVILLE

IÉTÉS COMMERCIALES
(Art. 6, 7 et 9 de la loi)

DÉCLARATION
AUX FINS D'IMMATRICULATION

Déposée le 6 AOUT 1928 à h. m.

N° 733 du Registre chronologique

N° du Registre analytique 8650

Le soussigné MORGE Georges demeurant à WARCQ agissant en qualité de (1) d'associé de la Société MORGE FRERES & FOUBERT

requiert l'immatriculation de ladite Société dans le Registre du Commerce du Tribunal de Commerce de avec les mentions suivantes, dont il affirme l'exactitude :

1° Raison de commerce, raison sociale ou dénomination de la Société, enseigne de l'établissement :
MORGE FRERES & FOUBERT Sté en nom collectif

2° ASSOCIÉS (autres que les actionnaires et commanditaires) et tiers autorisés à administrer, gérer ou signer pour la Société :

NOMS ET PRÉNOMS	QUALITÉ	DATE ET LIEU de NAISSANCE	NATIONALITÉ D'ORIGINE	AUTRE NATIONALITÉ (mode et date d'acquisition)
MORGE Georges	as.	6 MARS 1884 CHARLEVILLE	Française	
MORGES Auguste	as.	II Janvier 1875 CHARLEVILLE	id°	
FOUBERT Florent augustin dit Pol	as.			

3° Objet de la Société :
Fonderie de bronze

4° Adresse du siège social ou principal établissement :
WARCQ

5° Succursales ou agences (indiquer la principale succursale ou agence en France (2)). en France :
à l'étranger :

6° Fondés de pouvoirs (noms, prénoms, domicile, état-civil (3) et nationalité) :
Directeur ou chef de la succursale principale en France (2) (nom, prénoms, domicile, état-civil (3) et nationalité) :

7° Montant du capital social, sommes à fournir par les actionnaires ou commanditaires, capital minimum (si la Société est à capital variable) :
12.000 Frs

8° Nature de la Société : Sté en non collectif
Époque où elle a commencé : ~~XX X~~ Ier MARS 1923
Époque où elle doit finir : Ier Mars 1933

9° Brevets d'invention exploités :

10° Marques de fabrique ou de commerce déposées employées :

Fait en double exemplaire à CHARLEVILLE, le 6 - 8 - 192 8

(Signature.)

Morge Georges

(Cadre réservé à la légalisation de la signature, s'il y a lieu.)

Le greffier du Tribunal de Commerce de CHARLEVILLE soussigné, certifie que le contenu de sente déclaration a été reporté au régistre analytique du Registre du Commerce et que la Société requérante et immatriculée registre sous le n° 8650

CHARLEVILLE, le 6 AOUT 192 8

Le Greffier,

Gérant, administrateur ou directeur de la principale succursale. — (2) S'il s'agit d'une société ayant son siège à l'étranger. — (3) Date et lieu de naissance.
OTA. — Au cas où l'emplacement réservé sur la feuille serait insuffisant pour l'inscription des mentions nécessaires, celles-ci peuvent être reportées au verso, en indiquant o d'ordre auquel elles se réfèrent et en ayant soin de laisser sur le côté droit une marge de 4 centimètres permettant la reliure.

Déclaration 733 de 1928 de la Société « Morge Frères et Foubert » (6U1/70)

Ce document reprend certaines informations du registre analytique et permet d'avoir accès la signature de Georges Morge.

Dans le même registre, sous le numéro 734, nous trouvons le document reproduit page suivante qui précise les modalités par lesquelles le nouvel associé des frères Morge (Servotte) remplace Florent Foubert.

MODÈLE D
(Arrêté du 22 mars 1920)

MINISTÈRE DU COMMERCE & DE L'INDUSTRIE

REGISTRE DU COMMERCE — Loi du 18 mars 1919

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE
CHARLEVILLE

Déclaration aux fins d'inscription modificative

DE L'IMMATRICULATION { N° 733 - 28 du Registre chronologique
N° 8650 du Registre analytique

Déposée le 6 AOUT 1928 192 à h. m.

N° 734 du Registre chronologique

Le soussigné MORGE - Georges demeurant à WARCQ
agissant en qualité d'as. de la Sté MORGE FRERES & FOUBERT
requiert l'inscription au Registre du Commerce du Tribunal de Commerce de Charleville
de mention suivante modificative de l'immatriculation faite audit Registre, sous le
N° du registre analytique au nom de
8650 ~~MORGE Georges~~
et dont il affirme l'exactitude : Sté MORGE FRERES & FOUBERT
à WARCQ

Suivant acte reçu par Me . ROBINET , Notaire à CHARLEVILLE en date du DIX MARS 1928 , M. FOUBERT , a cédé ses parts dans ladite société à Monsieur SERVOTTE Louis Alcide , mouleur demeurant à CHARLEVILLE .

La nouvelle raison sociale de la société est :

Sté MORGE FRERES & SERVOTTE

aucune autre modification n'est apportée dans ladite société.

Fait en double exemplaire à Charleville, le 192 .
(Signature)

Morge Georges

(Cadre réservé à la légalisation de la signature, s'il y a lieu)

6 aout 8

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Charleville, soussigné, certifie que le contenu de la présente déclaration a été reporté au registre analytique du Registre du Commerce où l'inscription de la mention modificative a été effectuée au Numéro .

Charleville, le 192 .

Le Greffier,

8650

6 AOUT 8

IMP. G. LENOIR, CHARLEVILLE

Déclaration de modification apportée à la « Société Morge Frères et Foubert » (6U1/70)

Ce document nous apprend que le dénommé Servotte s'appelle Louis Alcide Servotte et qu'il est mouleur à Charleville. Nous apprenons également le nom du notaire et la date de l'acte par lequel Florent Foubert cède ses parts à Louis Alcide Servotte.

Nous voyons donc que les registres du commerce qu'ils soient analytiques ou chronologiques peuvent nous indiquer des références de documents que l'on peut retrouver dans les actes de sociétés également conservés dans les archives du tribunal du commerce. Ils peuvent aussi faire référence à des jugements du tribunal du commerce.

Quatrième étape : consulter les actes de sociétés

Munis de références fournies par le registre chronologique du commerce « acte reçu par Maître Robinet …. en date du 10 mars 1928 », nous pouvons consulter les actes de sociétés conservés dans le fonds des archives du tribunal de commerce de Charleville.

Nous devons pour cela consulter l'inventaire des archives de ce tribunal au chapitre intitulé « Actes de sociétés ».

Actes de sociétés	
6U 1/276.	n°2173 à 2203 (janvier à mars 1927).
6U 1/277.	n°2204 à 2257 (avril à octobre 1927).
6U 1/278.	n°2257 bis à 2307 (novembre 1927 à mars 1928).
6U 1/279.	n°2308 à 2339 (avril à juin 1928).
6U 1/280.	n°2340 à 2402 (juillet à décembre 1928).
6U 1/281.	n°2403 à 2424 (janvier 1929).

Extrait de l'inventaire des archives du tribunal de commerce de Charleville

L'acte que nous recherchons datant du 10 mars 1928, nous devons consulter la boîte 6U1/278. Nous y découvrons le document suivant :

10 Mars 1928

Me ROBINET NOTAIRE CHARLEVILLE

ACTES DE L'ETAT CIVIL ET EXPEDITIONS PAPIER SPÉCIAL 5F40

2304

Cession de droits par M. G. Morge à M. Servotte.

Greffe de commerce Frais de déposer à la date du 23 mars 1928 Demande expédition de l'acte de dépôt

23 MARS 1928

C1

PM 25874 T

Pardevant Me Pol Edouard ROBINET - notaire à Charleville (Ardennes) soussigné

A COMPARU :

Monsieur MORGE (Georges) mouleur demeurant à Warcq

Lequel a par ces présentes cédé et transporté sous les garanties ordinaires et de droit .

A Monsieur SERVOTTE (Louis Alcide) mouleur demeurant à Charleville .

Ici présent et qui accepte

La moitié indivise de tous ses droits étant de deux / tiers dans la société en nom collectif ayant pour objet l' exploitation d' une fonderie située à Warcq lieudit " La Fontaine de Warcq " la fabrication et la vente de toutes pièces de fonte ou autres métaux et généralement toutes opérations commerciales et industrielles se rapportant à l' industrie de la fonte et à la ferronnerie , dont le siège est à Warcq ladite société formée primitivement entre I° - Monsieur Foubert (Florent Augustin dit Pol) mouleur demeurant à Warcq ,

2° - Monsieur Morge (Auguste Henri) -

Premier Rôle

Première page de l'acte de société du 10 mars 1928 (6U1/278)

Ce document nous apprend notamment que Florent Foubert n'a pas directement cédé ses parts à Louis Servotte mais les a vendues à Georges Morge qui les a revendues par la suite à Louis Servotte.

Il est à noter que les tribunaux de commerce ont commencé à collecter des actes de sociétés bien avant l'instauration du registre du commerce et des sociétés en 1919. Les archives du tribunal de commerce de Charleville conservent ainsi des actes de sociétés depuis l'année 1868. Les archives du tribunal de commerce de Sedan ne contiennent par contre pas d'actes de sociétés antérieurs à 1919.

Une liste des actes de sociétés déposés au tribunal de commerce de Charleville est disponible au lien suivant 6u1-actes sociétés.pdf
Cette liste permet notamment de retrouver quatre autres actes de sociétés relatifs à la société « Morges Frères » passés entre 1923 et 1930.

Après 1954

En raison de la réforme du registre du commerce par le décret 53-705 du 9 août 1953, on distingue le registre du commerce antérieur au 1er mars 1954 et le registre du commerce postérieur à cette date.

À partir de 1954, les registres chronologiques et analytiques du commerce sont remplacés par des dossiers. Ces dossiers sont accessibles jusqu'à l'année 1992 par des fiches de sociétés, de commerçants ou d'enseignes classées par ordre alphabétique. (Après 1992, le fichier est informatisé et n'est pas conservé aux Archives départementales des Ardennes).

Ces fiches indiquent un numéro de dossier et l'année de radiation de la société ou du commerçant.

L'année de radiation est une information essentielle car les dossiers sont classés par année de radiation. Il est à noter par conséquence que les Archives départementales des Ardennes conservent uniquement les dossiers des sociétés ou commerçants ayant cessé leurs activités.

Première étape : rechercher la fiche du commerçant, de la société ou de l'enseigne

Il faut faire attention au fait qu'il s'agit de trois fichiers distincts (commerçants, sociétés, enseignes[1]) et orienter sa recherche vers le fichier correspondant au type d'entreprise recherchée.

Pour retrouver, par exemple, la fiche de la société « Grandry Fils » à Nouzonville, nous devons consulter l'inventaire 1620W qui contient les fiches du tribunal de commerce de Charleville et du tribunal de commerce de Sedan. La société

[1] Vous trouverez des informations permettant de distinguer ces trois notions sur le site service-public.fr à l'adresse suivante https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23283

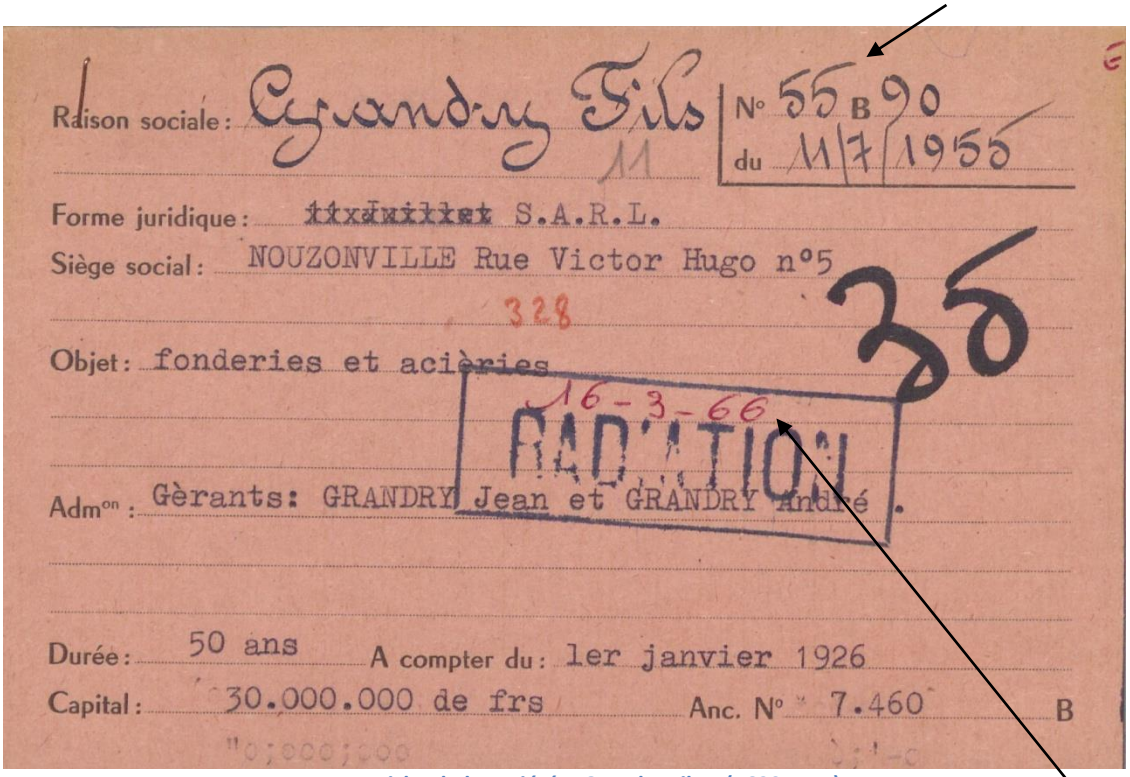
recherchée étant située dans l'arrondissement de Charleville-Mézières, nous allons faire notre recherche dans les archives du tribunal de commerce de cette ville.

1620	**W**	**14**	**15**	**Tribunal de commerce de Charleville-Mézières. - Sociétés radiées : fiches [classement par ordre alphabétique].**	**1954**	**1992**
1620	W	14		Tribunal de commerce de Charleville-Mézières. - Sociétés radiées (de A à J) : fiches.	1954	1992
1620	W	15		Tribunal de commerce de Charleville-Mézières. - Sociétés radiées (de K à Z) : fiches.	1954	1992

Extrait de l'inventaire 1620W

Le nom de la société commençant par un G, nous allons consulter la boîte 1620W 14 où nous trouvons la fiche suivante :

Numéro d'inscription de la société


Raison sociale : Grandry Fils
N° 55 B 90
du 11/7/1955
Forme juridique : ~~11 juillet~~ S.A.R.L.
Siège social : NOUZONVILLE Rue Victor Hugo n°5
328
Objet : fonderies et aciéries
16-3-66
RADIATION
Admon : Gèrants : GRANDRY Jean et GRANDRY André.
Durée : 50 ans A compter du : 1er janvier 1926
Capital : 30.000.000 de frs Anc. N° 7.460 B

Fiche de la société « Grandry Fils » (1620W 14)

Année de radiation

Cette fiche nous précise le numéro de dossier de la société (55B90) ainsi que l'année de sa radiation (1966).

Deuxième étape : rechercher le dossier de la société

Munis de ces deux informations, vous pouvez demander au personnel de la salle de lecture de rechercher dans la base de données des Archives départementales des Ardennes la cote de la boîte contenant le dossier recherché. Le dossier de la société « Grandry Fils » est en l'occurrence conservé sous la cote 1550W 51.

Il est à noter que les dossiers de radiation sont soumis à un délai de communicabilité de 50 ans, seul l'extrait K-Bis est immédiatement communicable.

À partir de 1954, il existe en complément des registres locaux tenus dans les tribunaux, un registre national tenu par l'Institut national de la propriété intellectuelle (INPI).

Faire une recherche dans le registre des métiers

De 1920 à 1936

Les artisans et les sociétés étant jusqu'en 1936 inscrits dans les registres du commerce et des sociétés, la méthode pour trouver des informations sur un artisan est la même que celle pour trouver des informations sur une société ou un commerce décrite dans la première partie de cette fiche de recherche.

De 1936 à 1962

Comme précisé plus haut, à partir de 1936, les artisans ne sont plus inscrits dans le registre du commerce et des sociétés mais dans des registres spécifiques appelés registres des métiers. Ces registres sont tenus par les tribunaux de commerce jusqu'en 1962, date où ils sont remplacés par le répertoire des métiers tenu par les chambres de métiers.

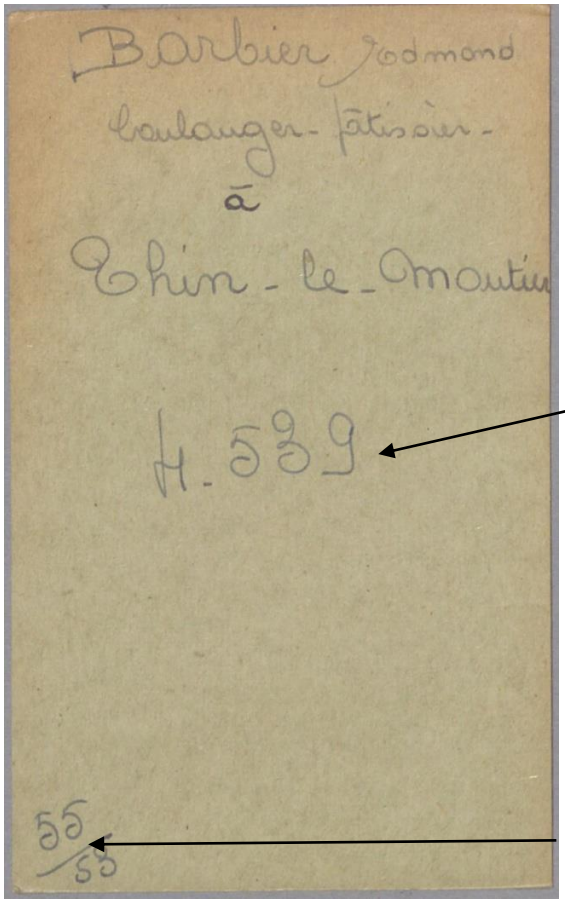
Première étape : rechercher la fiche de l'artisan recherché

Il faut tout d'abord consulter l'inventaire du tribunal de commerce au chapitre « Registre des métiers. - Inscription : fichier alphabétique ».

6U 1/213-220	Registre des métiers. - Inscription : fichier alphabétique.	
		1936- 1962
	6U 1/213.	A - BO
	6U 1/214.	BR - DAR
	6U 1/215.	DAS - FEA
	6U 1/216.	FEC - G
	6U 1/217.	H - LA
	6U 1/218.	LE -MER
	6U 1/219.	MES - PL
	6U 1/220.	PO - TET

Extrait de l'inventaire des archives du tribunal de commerce de Charleville

L'artisan que nous allons rechercher est Edmond Barbier, boulanger à Thin-le-Moutier. Son nom commençant par « Ba », sa fiche est donc contenue dans la boîte 6U1/213.



Numéro d'inscription au registre analytique des métiers

Numéro et année d'inscription au registre chronologique des métiers

Fiche d'Edmond Barbier (6U1/213)

La fiche indique qu'Edmond Barbier est inscrit au registre analytique des métiers sous le numéro 4539 et dans le registre chronologique sous le numéro 55 de l'année 1953.

2e étape : rechercher dans le registre analytique des métiers

Il faut consulter l'inventaire des archives du tribunal de commerce de Charleville au chapitre « Registre analytique des métiers ».

Registre analytique des métiers		
6U 1/182*.	n° 2006 - 3457.	1er octobre 1937 - 12 décembre 1946
6U 1/183*.	n° 3458 - 5176.	12 décembre 1946 - 14 novembre 1958
6U 1/184*.	n° 5177 - 5827.	20 novembre 1958 - 13 juillet 1962

Extrait de l'inventaire des archives du tribunal de commerce de Charleville

Edmond Barbier ayant été inscrit sous le numéro 4539, nous devons consulter le registre 6U1/183 pour y trouver le document suivant :

MODÈLE D.
Arrêté du 25 Septembre 1936
(Loi du 27 Mars 1934)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

REGISTRE ANALYTIQUE

N° DU FOLIO

N° D'ORDRE et date de l'Enregistrement au Registre chronologique 1	NOM sous lequel le métier est exercé éventuellement surnom, pseudonyme 2	NOM, PRENOMS, ÉTAT CIVIL Nationalité des artisans ; éventuellement numéro date, lieu de délivrance de la carte d'identité spéciale d'artisan étranger 3	OBJET DU MÉTIER 4	ETABLISSEMENT principal 5	AUTRES ÉTABLISSEMENTS 6	NOMBRE a) Compagnons b) Apprentis 7	ÉTABLISSEMENTS précédemment exploités 8	DATE du commencement d'exploitation du fonds artisanal 9	BREVETS d'INVENTION exploités 10	MARQUES de FABRIQUE déposées employées 11	OBSERVATIONS Régime matrimonial, acte d'émancipation, autorisation maritale, liquidation, faillite, nantissement, privilège, etc. Cessation d'exploitation du fonds artisanal 12
H.539 55 4-2-1953	Barbier Edmond	Barbier pseudonyme Edmond Jacques né le 28 décembre 1930 à Cohin-le-Moutier français.	boulanger-pâtissier	Cohin-le-Moutier			C.B du 4.2.53 (R.C. N. 251)	21 janvier 1953			Cté réduite aux acquêts

Ce document nous donne notamment comme informations la date et le lieu de naissance d'Edmond Barbier et la date de commencement de son activité.

Troisième étape : rechercher la déclaration d'inscription ou d'immatriculation dans le registre chronologique des métiers

La fiche nous ayant indiqué qu'il porte le numéro 55 de 1953, nous allons consulter l'inventaire pour trouver la cote du registre correspondant.

Registre des métiers.- Inscription : déclarations individuelles	
6U 1/203*.	n° 4301 - 4520 au registre analytique et n° 1 - 446 au registre chronologique.3 janvier 1952 - 31 décembre 1952
6U 1/204*.	n° 4521 - 4660 au registre analytique et n° 1 - 359 au registre chronologique.2 janvier 1953 - 31 décembre 1953
6U 1/205*.	n° 4661 - 4772 au registre analytique et n° 1 - 307 au registre chronologique.5 janvier 1954 - 31 décembre 1954

Extrait de l'inventaire des archives du tribunal de commerce de Charleville

Le document que nous recherchons porte donc la cote 6U1/204. Vous en trouverez une reproduction ci-dessous.

OBSERVATIONS IMPORTANTES

Les artisans inscrits au R. M. (*ou en cas de décès* leurs héritiers) sont tenus d'avertir le greffier de **toute modification** aux faits ci-dessous énumérés : cessation de commerce, cession de fonds, changement de domicile, d'état-civil (mariage, divorce, séparation de corps et de biens), enseigne, etc...

Ils doivent en outre mentionner le N° *analytique* de ce registre, sur leurs factures, lettres, prospectus, etc... (exemple : R. M. Paris 74.24), le tout sous peine d'une amende de 16 à 200 francs.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

REGISTRE DES MÉTIERS

LOI DU 27 MARS 1934

MODÈLE A

(Arrêté du 25 septembre 1936)

DÉCLARATION AUX FINS D'IMMATRICULATION

TRIBUNAL DE COMMERCE DE CHARLEVILLE

MAITRES-ARTISANS

(Art. 3, 4 et 5 de la loi)

Déposée le 4 fèvrier 1953 **à** ..... **h.** ..... **m.**

N° 55 **du Registre Chronologique**

N° du Registre Analytique 4.539

Maître-Artisan ... Nom (1) : BARBIER

Prénoms : Dieudonné Edmond Eugène

Adresse : THIN LE MOUTIER

représenté par M. ..... *demeurant* ..... (2)

soussigné requiert son immatriculation dans le Registre des Métiers du Tribunal de Commerce de Charleville avec les mentions suivantes dont il affirme l'exactitude :

1° Nom sous lequel est exercé le métier : BARBIER Dieudonné
S'il y a lieu, surnom ou eudonyme : .....

2° Date et lieu de naissance : 23 DECEMBRE 1930 à THIN LE MOUTIER

3° Nationalité d'origine : française
S'il y a lieu, autre nationalité, mode et date d'acquisition : .....

4° Date d'autorisation de domicile en France (3) : .....
S'il y a lieu, numéro, date, lieu de délivrance de la carte d'identité spéciale d'artisan étranger (4) .....

5° S'il s'agit d'un mineur, date de l'acte d'émancipation : .....
S'il s'agit d'une femme mariée, date de l'autorisation maritale : .....

6° Régime matrimonial : communauté réduite aux acquêts

7° Objet du métier : boulanger-pâtissier

8° Adresse du principal établissement : THIN LE MOUTIER
Adresses des autres établissements. En France (5) : .....
à l'étranger (5) : .....

9° Nombre de compagnons : /, d'apprentis : /

10° Etablissements précédemment exploités : .....

11° Date du commencement d'exploitation du fonds artisanal : 21 Janvier 1953

12° Brevets d'inventions exploités (6) : .....
Marques de fabrique ou de commerce déposées employées (7) : .....

Fait en triple exemplaire à CHARLEVILLE, le 4 Fèvrier 1953

(SIGNATURE)

certificat artisanal du 4 fèvrier 1953

Voir immatriculation R.C.n°17.251

(1) S'il s'agit d'une femme mariée ou d'une veuve, indiquer également le nom patronymique.
(2) La formule en *italique* est à biffer quand la déclaration est déposée par l'intéressé ; à remplir quand le dépôt est effectué par un mandataire.
(3) S'il s'agit d'un étranger ayant obtenu un décret d'admission à domicile en France.
(4) Application du décret-loi du 8 août 1935 sur la protection des artisans français, contre la concurrence des artisans étrangers.
(5) Indiquer les villes, départements et pays.
(6) Numéro de délivrance et date de dépôt des brevets.
(7) Numéro de dépôt, date et lieu de dépôt des marques.

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Charleville soussigné, certifie que le contenu de la présente déclaration a été reporté au registre analytique du Registre des Métiers et que le requérant est immatriculé audit Registre sous le N° 4.539.

Charleville, le 4 fèvrier 1953.

P. Le Greffier,

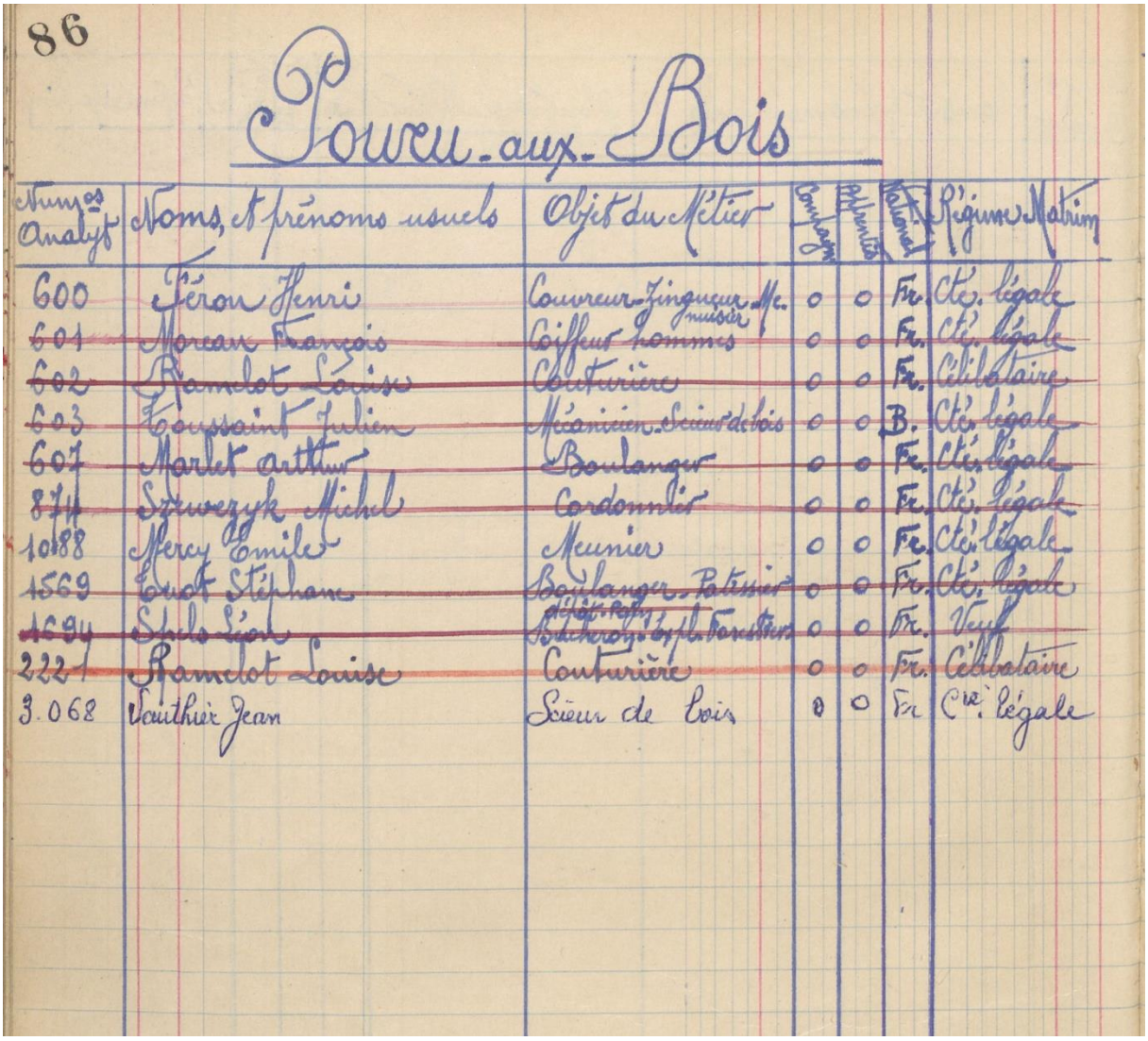
NOTA. — Au cas où l'emplacement réservé sur la feuille serait insuffisant pour l'inscription des mentions nécessaires, celles-ci peuvent être reportées au verso, en indiquant le numéro d'ordre auquel elles se référent et en ayant soin de laisser sur le côté droit une marge de 5 centimètres permettant la reliure.

Aucune inscription ne doit figurer dans cette marge, réservée exclusivement à la reliure.

P. Ancieux et Cie

Déclaration d'immatriculation d'Edmond Barbier (6U1/204)

Il est à noter que les archives du tribunal de commerce de Sedan ne contiennent pas de fiches classées par ordre alphabétique pour retrouver les références d'un artisan. Elles sont remplacées par un répertoire des artisans par commune dont vous trouverez ci-dessous la page consacrée par exemple à Pouru-aux-Bois. Il existe également un répertoire alphabétique mais qui ne couvre que la période 1936-1938.



86

Pouru-aux-Bois

Numos Analyt	Noms, et prénoms usuels	Objet du Métier	Compagn	Apprentis	National	Régime Matrim
600	Féron Henri	Couvreur-Zingueur-Mc.	0	0	Fr.	Cté. légale
~~601~~	~~Moreau François~~	~~Coiffeur hommes~~	~~0~~	~~0~~	~~Fr.~~	~~Cté. légale~~
~~602~~	~~Ramelot Louise~~	~~Couturière~~	~~0~~	~~0~~	~~Fr.~~	~~Célibataire~~
~~603~~	~~Toussaint Julien~~	~~Mécanicien-Scieur de bois~~	~~0~~	~~0~~	~~B.~~	~~Cté. légale~~
~~607~~	~~Marlet arthur~~	~~Boulanger~~	~~0~~	~~0~~	~~Fr.~~	~~Cté. légale~~
~~874~~	~~Szawczyk Michel~~	~~Cordonnier~~	~~0~~	~~0~~	~~Fr.~~	~~Cté. légale~~
1088	Mercy Emile	Meunier	0	0	Fr.	Cté. légale
~~1569~~	~~Lerat Stéphane~~	~~Boulanger-Patissier~~	~~0~~	~~0~~	~~Fr.~~	~~Cté. légale~~
~~1694~~	~~Stels Léon~~	~~Bûcheron et Forestier~~	~~0~~	~~0~~	~~Fr.~~	~~Veuf~~
~~2227~~	~~Ramelot Louise~~	~~Couturière~~	~~0~~	~~0~~	~~Fr.~~	~~Célibataire~~
3.068	Vouthier Jean	Scieur de bois	0	0	Fr	Cté. légale

Extrait du répertoire des artisans classés par commune du tribunal de commerce de Sedan (6U2/67)

Dans la marge est indiqué un numéro permettant d'effectuer une recherche dans le registre analytique des métiers du tribunal de commerce de Sedan.

Autres documents produits par les tribunaux pouvant contribuer à retracer l'histoire d'une société ou d'un commerce

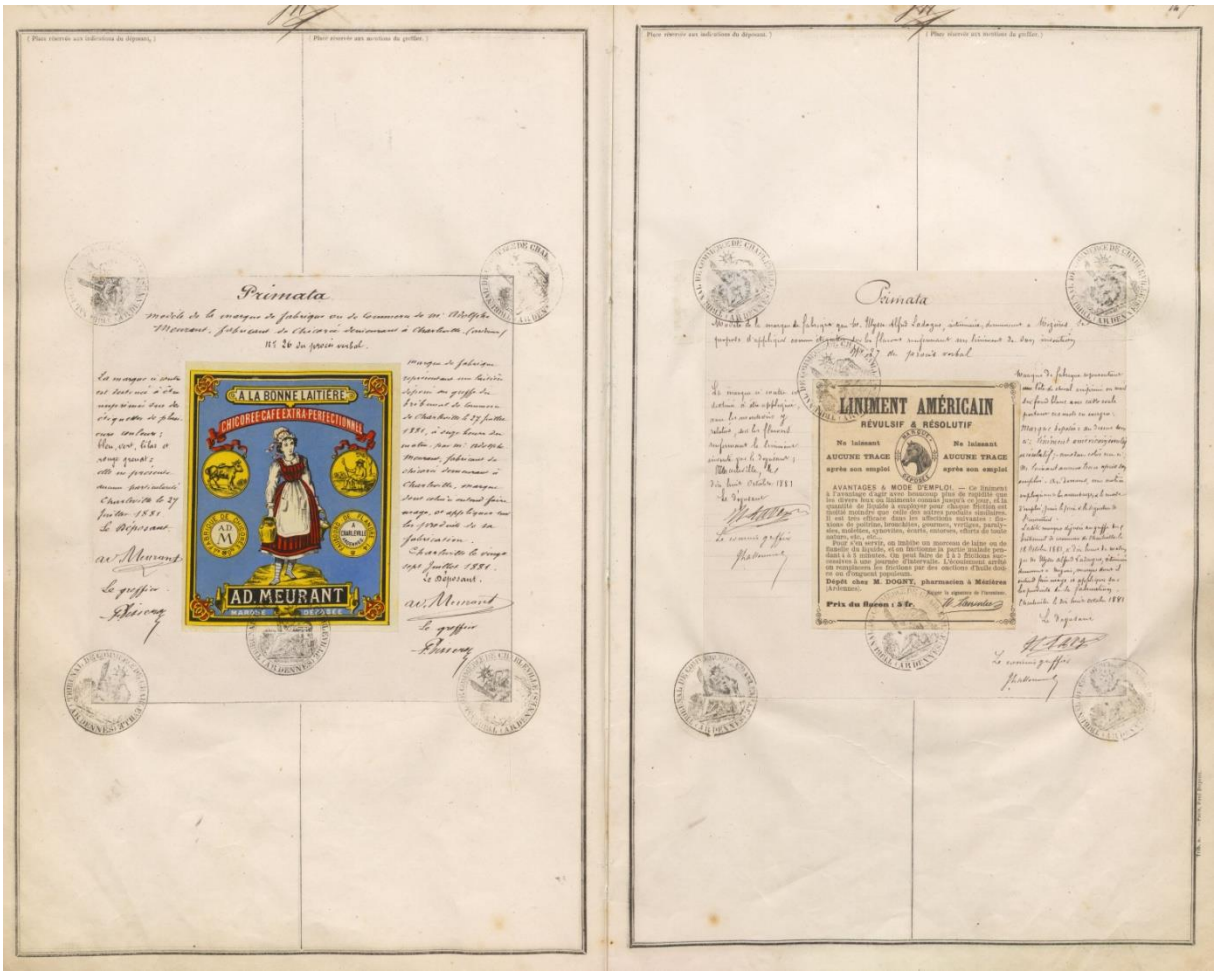
Les dossiers de faillites et de liquidations judicaires

Les archives des tribunaux de commerce contiennent les dossiers individuels de faillites et de liquidations judicaires. Le tribunal de commerce de Charleville les conserve depuis 1902 et le tribunal de commerce de Sedan depuis 1922.

Pour le tribunal de commerce de Charleville, une liste des dossiers de faillites et de liquidations judiciaires de 1902 à 1955 est consultable à l'adresse suivante **6u1-faillites-liquidations-1902-1955.pdf**

Les registres de dépôts de marque de fabrique

La marque de fabrique comprend le nom du produit utilisé par le commerçant ainsi que son étiquette (couleur, devise). Pour qu'une marque soit protégée, elle était déposée à partir de 1856 aux greffes des tribunaux de commerce.
Il faut savoir que toutes les étiquettes de produit ne faisaient pas l'objet d'un dépôt et qu'on ne retrouvera pas toutes les productions.



Extrait d'un registre de marques de fabrique des archives du tribunal de commerce de Charleville (6U1/326)

Les contrats de mariage des commerçants

Les fonds d'archives des tribunaux de commerce contiennent également des extraits de contrat de mariage remontant pour le tribunal de commerce de Charleville à 1848. Ils peuvent éventuellement venir pallier les lacunes de l'état-civil dues aux destructions.

Les archives des justices de paix

Outre des compétences pénales, le juge de paix se voit confier également des tâches administratives telles que le dépôt d'actes. Vous trouverez donc dans les fonds d'archives des justices de paix des actes de sociétés de la fin du XIXe siècle aux années 1950.
Les justices de paix ayant pour ressort géographique le canton, il convient donc de se référer au canton d'où dépendait à l'époque la société ou le commerce pour retrouver ses actes de sociétés.

Conclusion : organisation actuelle des tribunaux de commerce dans le département des Ardennes

Le tribunal de commerce de Charleville-Mézières a été fermé suite au décret n°2008-146 du 15 février 2008 dans le cadre de la réforme de la carte judicaire, initiée en 2007 et achevée en 2010, et a fusionné avec celui de Sedan au 1er janvier 2009. Le tribunal ainsi créé siège à Sedan et prend le nom de tribunal de commerce des Ardennes.